

CONCLUSION

Jacques Mairesse, Michel Hébert

LA NOUVELLE ÉCONOMIE CONJUGUE L'AVÈNEMENT DE L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE ET L'ESSOR DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Jacques Mairesse

Centre de recherche en économie et statistique (CREST)

Ce sixième séminaire, comme les cinq précédents déjà organisés par la direction des statistiques d'entreprises de l'Insee, a été très riche. Il a été peut-être même plus riche, et assurément plus foisonnant encore. Sans doute est-ce là aussi un signe du dynamisme de la « nouvelle économie » et du e-commerce qu'il a retenu pour thème. Sans vouloir résumer ni tenter de conclure, je souhaite suggérer quelques éléments de réflexion, en essayant seulement, comme il m'a été demandé, de prendre quelque distance.

La nouvelle économie n'est pas si nouvelle. Elle se situe dans un mouvement long de transformation de nos économies qui d'agricoles, puis industrielles, sont devenues surtout des économies de services, et plus fondamentalement des économies de la connaissance et du savoir (« *the knowledge based economy* »). La dimension intellectuelle des activités économiques est de plus en plus importante, y compris dans les activités les plus matérielles et pratiques. Les ressources nécessaires à cette transformation augmentent fortement. Les activités de création et d'acquisition de nouveaux savoirs, de recherche et de diffusion de nouveaux procédés, produits et modes d'organisation deviennent essentielles. Les investissements dits intangibles en recherche-développement et innovation, en éducation et en formation croissent plus rapidement que les investissements tangibles traditionnels.

La connaissance a des propriétés économiques remarquables. Elle ne s'use pas au cours de son usage ; elle peut être utilisée et possédée simultanément par différents agents économiques sans qu'aucun d'entre eux ne s'en trouve privé de ce fait ; enfin, elle a un caractère cumulatif et progressif, et est génératrice d'externalités. Elle conduit ainsi à une économie à rendements croissants, à coût marginal de production faible, où la concurrence s'exerce de plus en plus à travers la différenciation des produits, et qui tend à être très mobile et à hauts risques. Ces caractéristiques sont clairement développées dans le livre récent de Michel Volle sur la e-économie¹, mais elles sont propres de façon générale à l'économie de la connaissance.

La « nouvelle économie », et c'est là sans doute ce qui la distingue surtout de l'ancienne économie, résulte en fait de l'interaction forte entre le mouvement long de l'économie de la connaissance et la révolution formidable des technologies de l'information et de la communication (TIC), et notamment la rapidité sans doute sans précédent des progrès des performances techniques des matériels et des logiciels informatiques. On connaît le calcul aussi éloquent qu'hypothétique, suivant lequel : « Si les progrès de l'industrie automobile avaient été aussi rapides que ceux de l'industrie informatique, une Rolls-Royce pourrait parcourir 5 millions de kilomètres avec 2 litres d'essence et un Boeing 767 ferait le tour du monde en 20 minutes avec 18 litres d'essence ».

Pendant longtemps, les progrès extraordinaires des TIC ne se sont pas traduits « de façon visible » dans les performances macroéconomiques de croissance et de productivité. De nombreux économistes se sont étonnés de cette absence, qu'ils ont appelée paradoxe de productivité (ou paradoxe de Solow). La nouvelle économie, avec notamment la période de croissance rapide des six dernières années aux États-Unis, marquerait la fin de ce paradoxe. C'est ce que nous

1. Michel Volle (2000), *e-économie*, Economica

montrerait aussi l'analyse présentée ici par Martin Brookes. Gilbert Cette, Yusuf Kocoglu et moi-même avons pour la France réalisé une analyse comptable analogue de la contribution des TIC à la croissance². Nos évaluations confirment assez bien ses résultats, même si nous sommes tentés de les considérer différemment. Certes la contribution des investissements en TIC semble aussi s'être sensiblement accrue sur la période récente en France ; mais ce qui paraît plus frappant est le fléchissement de la contribution des autres formes d'équipement, et plus encore l'amenuisement de la contribution de la recherche-développement, lié au ralentissement inquiétant de l'effort de recherche national.

Mais pour connaître et comprendre la nouvelle économie, il convient bien sûr d'en observer et analyser les différents aspects, au-delà des seules évaluations et études macroéconomiques. Et c'est surtout ce que nous avons fait aujourd'hui grâce aux riches exposés des intervenants sur le thème plus circonscrit de la net-économie et du e-commerce. Pour clore mes propos, je livrerai trois réflexions ou plutôt impressions générales.

On croit souvent que la net-économie, grâce à l'internet et au Web, est avant tout pour les entreprises l'informatisation des échanges (B to B, B to C, ou encore B to E, ou B to A), après l'informatisation de la gestion et celle de la production. Les exposés de la matinée ont montré clairement que ce schéma linéaire est loin de la réalité. L'informatisation des relations avec les clients et avec les fournisseurs, ou encore avec les employés ou les administrations, suppose des changements profonds qui concernent l'organisation dans ses différentes dimensions, et au-delà la stratégie et la culture des entreprises.

La tonalité d'ensemble de la plupart des interventions (à l'exception de celle de Luc Soete) a été fort optimiste. « Coopération » a été notamment un maître mot : coopération accrue et améliorée entre les entreprises, avec les fournisseurs et les clients. Toutefois, les exposés ont laissé entrevoir aussi la forte tension qui sous-tend la net-économie : gains de temps et de productivité, poids croissant de la logistique, concurrence exacerbée... Aucun des intervenants non plus ne s'est hasardé à faire des prévisions précises sur les développements futurs. Au fond, l'avenir est plein de promesses mais n'est pas non plus sans menaces, et il demeure fondamentalement incertain.

Ma dernière remarque fera la transition avec les observations de Michel Hébert. Une des conséquences générales de l'avènement de l'économie de la connaissance semble être d'accroître continuellement non seulement les besoins mais aussi les difficultés de description et de mesure. La puissance de l'outil informatique, et les progrès remarquables de productivité qu'il rend possibles dans les traitements et analyses statistiques, n'allègent et ne facilitent pas apparemment le travail des statisticiens, mais leur permettent à peine de faire face à la complexité croissante de l'économie et de la société. C'est là sans doute aussi un autre paradoxe qu'on pourrait appeler le paradoxe du statisticien.

2. Jacques Mairesse, Gilbert Cette et Yusuf Kocoglu « Les technologies de l'information et de la communication en France : Diffusion et contribution à la croissance », *Économie et Statistique* n°339-340, mai 2001.